

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : DIP externe

Session : 2025

Epreuve : Composition Pl. Eco

Date de l'épreuve : 20 février 2025

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Sujet: La baisse des charges sociales sert-elle un outil efficace pour l'emploi ?

En 2023, le gouvernement a changé le nom de l'agence en charge de la gestion des chômeurs. Ainsi, « Pôle emploi » est devenue « France Travail ». Ce changement n'est pas anodin, il reflète la mise en œuvre d'une vision plus volontariste : en matière de prise en charge des chômeurs. Le gouvernement cherche aussi à axer sa politique sur la création d'emplois afin de faire baisser le chômage, qui se situait à environ 7% en 2023. L'emploi correspond à la place occupée dans la production. L'INSEE classe les emplois dans différentes CSP (cadre, ouvriers, employés...). Aujourd'hui, la notion d'emploi correspond à une personne qui travaille à temps complet et titulaire d'un CDI (contrat à durée indéterminée). À côté de cette norme, se sont développées des formes particulières d'emplois qui relèvent d'une situation d'emploi plus précaire, plus instable (CDD, intérim...). La rémunération d'un emploi correspond à un salaire pour la majorité des salariés. Sur ces salaires sont prélevées des charges sociales salariales.

et patronales qui contribuent en grande partie au financement du système de protection sociale. Le niveau de charges sociales a donc des conséquences à la fois sur le niveau de l'offre de travail (les salariés + les chômeurs) et sur le niveau de la demande de travail (celle des entreprises). Ainsi un niveau élevé de charges sociales pourrait dissuader l'embauche de salariés. Un niveau trop bas de charges sociales pourraient mettre à mal le système de protection sociale.

Alors, quel niveau de charges sociales qui favoriserait l'emploi ? Le niveau des charges sociales, en France, est-il trop élevé ? La baisse des charges sociales apparaît comme un outil efficace pour lutter contre le chômage (I). Mais ce constat doit être relativisé car le chômage s'explique par différentes causes. Cet outil a donc des limites (II)

I) La baisse des charges sociales semble être un outil efficace pour lutter contre le chômage.

A) la baisse des charges sociales favoriserait la création d'emploi peu qualifiés.

Pour les néoclassiques, sur le marché du travail, le prix (le salaire) correspond à la confrontation de l'offre et la demande de travail. Le niveau de salaire idéal correspond donc à l'intersection de la courbe d'offre et demande là où la

productivité marginale du travail est égale à la recette marginale du travail. L'employeur n'a intérêt à embaucher un salarié, en présence de la loi des rendements décroissants, que si celui-ci rapporte à l'employeur plus qu'il ne coûte. L'existence du smic (salaire minimum) dans cette théorie correspond à une rigidité à la baisse qui entraîne des déséquilibres entre l'offre et la demande et donc du chômage.

Le smic correspond à un niveau de salaire trop élevé, car les charges sociales sont trop élevées pour l'employeur. Pour un smic qui se situe à environ 1300 €, l'employeur en réalité dépense plus de 2000 € du fait du versement des charges sociales. Or, les personnes qui sont payées au smic sont souvent peu qualifiées et occupent des emplois peu qualifiés. Leur salaire est plus élevé que leur productivité. La baisse des charges sociales pour l'employeur permettrait de faire diminuer les charges pour les emplois plus qualifiés et donc de créer plus d'emplois peu qualifiés, comme dans le secteur de la restauration, par exemple. Par ailleurs, il convient ici de préciser que les moins diplômés sont davantage touchés par le chômage que les autres.

B) La baisse des charges sociales permettrait de soutenir la croissance.

La baisse des charges sociales aurait donc également des conséquences sur la demande. Plus une personne reçoit une rémunération élevée plus sa propension moyenne et marginale augmentent. En effet, plus on perçoit un salaire élevé et plus on épargne.

Les salariés qui touchent le SMIC ont donc la propension moyenne à consommer la plus élevée puisque leur niveau de rémunération ne leur permet pas d'épargner ou peu. La baisse des charges sociales, à travers la baisse des cotisations salariales permettrait de favoriser les salariés qui consomment le plus. Les cotisations sociales représentent aujourd'hui 20% du salaire brut. Une partie des cotisations sociales salariales pourrait - donc favoriser la demande et stimulerait - la création d'emploi et la naissance.

La baisse des cotisations sociales patronales favoriseraient la création d'emploi, la baisse du nombre de chômeurs et donc l'emploi et la naissance toujours à travers la consommation.

Après avoir présenté les avantages de la baisse de charges sociales sur l'emploi, nous allons en exposer les limites.

II. Mais cette baisse de charges sociales présente de nombreuses limites.

La baisse des charges sociales a des limites tant au niveau de l'offre qu'au niveau de la demande.

A) les limites du côté de l'offre.

La création d'emplois peu qualifiés en raison de la baisse de charges sociales serait en réalité faible. Comme nous l'avons expliqué plus haut, du fait de leur faible niveau de productivité, leur

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : DIP externe Session : 2025

Epreuve : Composition Pol Eco Date de l'épreuve : 2 février 2025

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

niveau de salaire est proche du SMIC ou avoisine le SMIC (salaire minimum). En général, les salaires peu qualifiés, sont sacrifiés, par les employeurs, au bénéfice du progrès technique. En effet, ils coûtent trop cher à l'employeur qui préfère faire appel à l'automatisation des tâches, à des machines plutôt que d'embaucher. Les emplois peu qualifiés, avec des tâches routinières, prévisibles sont les premières victimes de la destruction créatrice au sens de Schumpeter. Les emplois obsolètes, dépassés sont remplacés par des progrès technique. À l'image des caissières qui sont de plus en plus remplacées par des caisses en libre service. Le coût de la caisse automatique est vite rentabilisée car les clients sont mis à contribution, à travers un travail gratuit, au profit d'un gain de temps dans une file d'attente d'une caisse gérée par une caissière. En outre, plus les caisses automatiques deviennent faciles à utiliser, plus la productivité des clients augmentent et rendent obsolètes les caisses classiques. Par ailleurs, le chômage ne s'explique pas uniquement par le niveau des charges sociales. Il s'explique également par des problèmes d'appariement entre l'offre et la demande de travail et par le niveau du capital humain. L'indétermination entre

Le niveau de qualification des travailleurs ou ~~leur~~ qualifications et le niveau de qualification des emplois ~~ou~~ les qualifications exigées ne pourraient pas être résolus par une baisse des charges sociales. La solution est plutôt à trouver du côté de la formation des chômeurs ou des salariés. Un niveau élevé de capital humain (expérience, stage...) offre une bonne protection contre le chômage et n'est donc pas lié au niveau des charges sociales. En France Travail, plusieurs milliers d'employés ne trouvent pas preneurs faute d'adéquation de qualification.

B) Les limites du côté de la demande

La baisse des charges sociales pour les salariés devrait se traduire par un supplément de revenu qu'ils pourraient dépenser et par ce biais, soutenir l'activité économique. Dans la réalité la situation semble plus complexe à appréhender. En effet, les charges sociales permettent de financer le système de protection sociale. Un niveau de charges sociales faible pourrait mettre à mal ce système. Le dernier serait réformé dans le sens d'une moins bonne prise en charge des risques sociaux, faute de ressources suffisamment élevées. Les salariés seraient donc obligés d'épargner davantage pendant leur vie active, afin de compenser les faiblesses de ce système de protection. Un niveau d'épargne de précaution ~~très~~ élevée. b.1.3.

ne permettant donc pas de soutenir la croissance.
La pérennité du système n'étant plus
globalement garantie, En raison de la baisse
des charges sociales, les salariés doivent
également investir dans une assurance privée
Par ailleurs, la baisse des charges sociales et
l'augmentation de l'épargne a des conséquences
sur le niveau de la demande effective, au
sens de J.M. Keynes. Le niveau de la demande
anticipée par les entreprises seraient moins
élevée, elles embaucheraient moins ou
licencieraient, ce qui aurait donc des conséquences
sur la consommation, l'emploi et donc sur la
croissance.

Au terme de cette étude, nous pouvons
d'abord préciser que la France a déjà expérimenté
la baisse des charges sociales patronales, sous François
Hollande. Ensuite, nous pouvons résumer les
nombreux avantages, du côté de l'offre et de la
demande d'une baisse des charges sociales
salariales et patronales. Cet outil, favoriserait la
création d'emplois ^{pour} qualifiés et l'augmentation
de la propension moyenne à consommer parmi les
salariés qui reçoivent une rémunération proche
du SMIC. Enfin il convient de nuancer ce constat
en mettant en évidence que la baisse des
charges sociales peuvent présenter des effets
pervers. Cette baisse pourrait mettre à mal
le système de protection sociale, favoriserait
l'augmentation du niveau de l'épargne de précaution
et diminuerait le niveau de la demande
effective de la part des entreprises. Et

outil présente à la fois des avantages et des effets pervers. Quels autres outils de la politique de l'emploi pourraient avoir de meilleurs résultats en matière de lutte contre le chômage ? France Travail doit elle principalement miser sur la formation des chômeurs, en adéquation avec le progrès technique ?